COMMUNIQUE DE LA REUNION REGIONALE DES EXPERTS DES OSC SUR LES VIOLENCES SEXUELLES ET CELLES BASEES SUR LE GENRE

31 Octobre 2011
Arusha, Tanzanie

Nous, les membres des Organisations de la Société Civile (OSC), sous la Présidence du Forum régional de la Société Civile, ayant organisé une réunion d'Experts d'OSC régionales à Arusha en Tanzanie, les 30 et 31 octobre 2011, sur le thème '**Unis pour prévenir, mettre fin à l'impunité et porter assistance aux survivant(e)s de violences sexuelles et de celles basées sur le genre dans la Région des Grands Lacs**',

Accueillons positivement la décision des Chefs d'Etat de la Conférence Internationale de la Région des Grands Lacs (CIRGL) de tenir une Session Spéciale sur les Violences Sexuelles et celles Basées sur le Genre, à Kampala en Ouganda en Décembre 2011,

Conscients des efforts des Etats Membres de la Région des Grands Lacs, de répondre aux violences sexuelles et basées sur le genre fortement répandues, affectant les enfants, les femmes et les hommes dans la région,

Reconnaissant que les Etats Membres ont ratifié le Protocole de la CIRGL sur la Prévention et la Suppression des Violences Sexuelles faites aux Femmes et aux Enfants (2006),

Notant que les Violences Sexuelles Basées sur le Genre (VSBG) sont un problème réel de sécurité particulièrement vis-à-vis des femmes et des enfants, requérant une attention accrue urgente pour l'avancement et la pleine réalisation de la paix, de la sécurité et du développement durable dans la région,

Observant, avec grande inquiétude, le trop lent progrès accompli jusqu'à ce jour par les Etats Membres, dans la réponse apportée aux VSGB et devant l'étendue du problème,

Les Organisations de la Société Civile présentent, issues de leurs recherches, des interventions basées sur des faits et éprouvées, des témoignages de survivant(e)s et des preuves apportées par des communautés de la Région des Grands Lacs, qui mettent en exergue les défis cruciaux suivant :

- Insuffisance en matière de leadership et de redevabilité pour permettre de mettre en accusation les crimes de VSBG à tous les niveaux

- Ressources insuffisantes mises à disposition des institutions gouvernementales concernées et responsable de la prévention, de la réponse aux et de la mise en accusation des VSBG, et de l'assistance aux survivant(e)s (par exemple l'aide légale, l'éducation sur les lois, et le soutien matériel, médical et psychologique aux victimes)

- Paradoxe des crimes de VSBG aussi commis par les agents de sécurité et d'application de la loi, eux-mêmes responsables de la protection des citoyens et des citoyennes

- Manque d'un cadre d'évaluation précis et complet de la performance, pour mesurer les progrès accomplis dans la mise en œuvre des politiques, lois et engagements relatifs aux VSBG

- Problèmes critiques d'accès global à la justice pour les survivant(e)s de VSBG (opportunisme dans la dispensation des cas de VSBG, manqué de courts de justice sensible au genre, manque d'aide légale et d'éducation aux droits légaux, absence de services médico-légaux, besoin de centres 'tout-en-un', manque de réparations sérieuses et conséquentes…)

Ainsi, nous demandons vivement et expressément aux Chefs d'Etat de la Conférence Internationale de la Région des Grands Lacs, d'être les premiers acteurs et les principaux responsables de la lute contre les VSBG :

1. En déclarant la ***Tolérance ZERO Maintenant*** pour les crimes et l'impunité des crimes de VSBG

2. En allouant des fonds ***spécifiques et adéquats pour les programmes de prévention*** des VSBG dans un cadre budgétaire sensible au genre

3. En Institutionnalisant la police communautaire dans la prévention, l'alerte précoce et la réponse aux VSBG, en collaboration avec le secteur des services de sécurité;

4. En mettant en place une unité régionale indépendante de surveillance de l'impunité d'ici le prochain Sommet des chefs d'Etat pour ensuite rapporter annuellement sur les progrès accomplis au Sommet ordinaire des Chefs d'Etat de la CIRGL;

5. En établissant des ***Fonds de Réparation nationaux*** pour les survivant(e)s des VSBG, qui devra être en place pour le prochain Sommet Ordinaire des Chefs d'Etat de la CIRGL

6. En adoptant un cadre ***complet de performance de la lutte contre les VSBG*** (sous la forme d'un Index ou d'un Baromètre) avec des standards, normes et objectifs clairs, en donnant à la société civile la possibilité de présenter des rapports parallèles et d'observation.

7. 3. En Lançant le Forum régional des OSC au cours du Sommet des chefs d'Etat à Kampala, le 15-16 Décembre, 201

Fait à Arusha le 31 Octobre 2011

ACORD
Action Aid International
African Women's Development and Communication Network (FEMNET)
Akina Mama wa Afrika
Association des Femmes Juristes de Centrafrique
CARE International
Centre for Environmental and Social Justice
Collectif des Associations et ONGs Féminines du Burundi (CAFOB)
Coalition on Violence Against Women – Kenya (COVAW-K)
Eastern African Sub-regional Support Initiative for the Advancement of Women (EASSI)
Equality Now
Forum for Women Journalists for Gender Equality – Angola
Isis-WICCE
National Council of Women of Kenya
Regional Associates for Community Initiatives (RACI)

Solidarity for African Women's Rights Coalition (SOAWR)
Solidarity with the Victims and for Peace (SOVIP)
Strategic Initiative for Women in the Horn of Africa (SIHA)
Sudan Domestic Election Monitoring and Observation Programme (SUDEMOP)
Synergie des Partenaires pour la Promotion des Droits de la Femme (SPPDF- Burundi)
Tanzania Gender Networking Programme (TGNP)
Tanzania Media Women Association (TAMWA)
Women and Law in Southern Africa (WLSA)
Young Women's Christian Association (YWCA) Zambia